

SKOS CSIAS COSAS

Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe
Conférence suisse des institutions d'action sociale
Conferenza svizzera delle istituzioni dell'azione sociale
Conferenza svizra da l'agid sozial

Pour combattre la pauvreté et l'exclusion sociale

Stratégie de lutte contre la pauvreté CSIAS
Version abrégée

La présente publication est une version abrégée du rapport „Pour combattre la pauvreté et l'exclusion sociale: éléments d'une stratégie nationale» publié par la CSIAS en janvier 2010.

Index des abréviations

AC: Assurance-chômage
ARTIAS: Association romande et tessinoise des institutions d'action sociale
OFS: Office fédéral de la Statistique
CDIP: Conférence suisse des Directeurs cantonaux de l'instruction publique
COFF: Commission fédérale de coordination pour les questions familiales
CDF: Conférence des Directrices et Directeurs cantonaux des Finances
CII: Collaboration interinstitutionnelle
CIBE: Conférence intercantonale des Bourses d'Etudes
AI: Assurance-invalidité
ORP: Offices régionaux de placement
CDAS: Conférence des Directrices et Directeurs cantonaux des affaires sociales
CDEP: Conférence des Chefs des Départements cantonaux de l'Economie publique

La CSIAS veut réduire de moitié la pauvreté en Suisse

La Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) lance dans le cadre de l'Année Européenne 2010 de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale une stratégie pour combattre la pauvreté. Son objectif: réduire de moitié la pauvreté en Suisse au cours des dix prochaines années. La stratégie de la CSIAS repose sur cinq points clés.

1. Couverture du minimum vital

L'une des principales priorités est de couvrir le minimum vital dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. La CSIAS s'engage en faveur du développement d'une couverture collective efficace du minimum vital intégrant les assurances sociales, les prestations cantonales liées aux besoins, ainsi que l'aide sociale. Des efforts particuliers doivent être déployés au niveau de la couverture du minimum vital des familles.

2. Promouvoir l'intégration

Le travail vise à assurer la couverture du minimum vital, engendre un sentiment de sécurité, favorise l'autonomie et ouvre des perspectives. L'intégration professionnelle et sociale ciblée doit être promue et financée durablement. L'objectif est de maintenir le taux d'occupation en Suisse et de réduire de moitié la part de chômeurs de longue durée. La CSIAS soutient les mesures adéquates.

3. Investir dans la formation

Le risque de pauvreté est particulièrement élevé chez les personnes dépourvues de formation. Dans le domaine de la formation, la CSIAS mise sur un paquet de mesures afin que les jeunes adultes puissent avant tout intégrer la vie active et ainsi s'assurer une indépendance financière.

4. Pilotage d'une politique en matière de lutte contre la pauvreté

Toutes les sphères publiques et tous les acteurs du domaine sont impliqués dans la lutte contre la pauvreté. En vertu de la Constitution, la responsabilité suprême du bien-être social incombe à la Confédération. Elle est responsable du pilotage de la politique en matière de lutte contre la pauvreté. La CSIAS exige par conséquent la création d'une loi fédérale cadre sur la couverture du minimum vital.

5. Contrôler les mesures

La pauvreté ne peut être combattue efficacement qu'en présence d'une mise en place des mesures initiées et d'un contrôle de leur efficacité. Une stratégie de lutte contre la pauvreté requiert un monitoring permanent.

Situation de départ

A l'occasion de l'Année Européenne 2010 de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, ainsi qu'en sa qualité d'organisation professionnelle de politique sociale, la CSIAS présente une stratégie pour combattre la pauvreté en Suisse. L'objectif est de réduire de moitié d'ici l'année 2020 le nombre de personnes victimes de pauvreté en Suisse. Cet objectif ne peut être réalisé que lorsque des mesures complémentaires seront prises et que tous les acteurs clés auront confirmé leur collaboration.

Qu'est-ce que la pauvreté?

La pauvreté n'est pas réellement perceptible en Suisse. Les personnes concernées ne sont pas à proprement dit contraintes de lutter pour leur survie. La pauvreté est donc un phénomène relatif, déterminé en comparaison au niveau de vie de la population globale.

La pauvreté se traduit comme une insuffisance de ressources dans des domaines essentiels de la vie tels que le logement, l'alimentation, la santé, l'éducation, le travail et les relations sociales. Selon l'OFS, les personnes touchées de pauvreté sont celles « dont les ressources matérielles et immatérielles disponibles sont inférieures à un certain seuil de pauvreté. » Ce seuil est défini par les directives de la CSIAS ou d'après la limite qui donne droit aux prestations complémentaires. On parle dès lors d'indigence quand un ménage n'arrive pas à assurer sa propre subsistance ou lorsqu'un revenu familial, après déduction des cotisations sociales et des impôts, est inférieur au seuil de pauvreté.

Qui est pauvre?

La pauvreté stipule que des situations de détresse ne peuvent pas être surmontées par des individus ou familles par leurs propres moyens, entraînant le cumul de divers facteurs de risque. Ces derniers se confirment principalement en présence d'un déficit de formation, de relations de travail précaires, de maladie et d'un manque d'ancrage au sein d'un réseau social. L'origine sociale peut tout autant favoriser la pauvreté que la taille de la famille. Par ailleurs, les enfants et femmes sont davantage victimes de pauvreté que d'autres groupes de la population.

Malgré un taux d'occupation élevé et de systèmes de santé et d'éducation développés, le taux de pauvreté en Suisse se situe ces dernières années constamment entre 7 et 9 %. Selon l'OFS, quelque 220'000 personnes étaient bénéficiaires de l'aide sociale en 2008, ce qui correspond à un taux d'aide sociale de 2,9 %. A noter que la majorité des personnes concernées sont des personnes seules, des familles monoparentales, des personnes sans emploi, ainsi que des migrants et migrantes. Le nombre de jeunes adultes recourant à l'aide sociale a fortement augmenté ces dernières années. La proportion de personnes âgées est toutefois relativement restreinte, grâce à une bonne prévoyance vieillesse.

En Suisse, un large réseau d'assurances sociales, de prestations sociales cantonales et communales liées aux besoins et d'aide sociale atténuent la pauvreté matérielle et sociale. L'aide sociale intervient lorsque, provisoirement donc subsidiairement, toutes les autres prestations sont épuisées. Les bénéficiaires de l'aide sociale sont considérés comme pauvres du moment qu'ils évoluent en marge du minimum vital social, qu'ils ne participent à la vie sociale et ne développent de propres perspectives que de manière restreinte.

Stratégie et objectifs

La Constitution fédérale stipule un droit fondamental à la couverture du minimum vital, décrit une série d'objectifs sociaux importants indiquant la direction à prendre et règle les oeuvres sociales dans leurs grandes lignes. La conception de l'aide sociale est du ressort des cantons. Les constitutions cantonales ainsi que différentes lois d'aide sociale s'intéressent elles aussi explicitement à la lutte contre la pauvreté qu'elles considèrent comme une tâche publique. Ce qui fait défaut, c'est l'harmonisation entre les différents efforts déployés et la volonté politique claire de faire de la lutte contre la pauvreté une tâche prioritaire pour les différents acteurs du domaine.

Que recherche la CSIAS?

L'objectif de la CSIAS est de réduire de moitié la pauvreté en Suisse d'ici 2020, entraînant également une réduction du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale. Cet objectif n'est réalisable que si la couverture du minimum vital individuel est améliorée par des mesures d'intégration professionnelles et sociales. Au coeur des efforts déployés : le remplacement de l'aide sociale.

Une politique de lutte contre la pauvreté efficace doit en premier lieu viser la prévention de la pauvreté. Pour ce faire, le renforcement des institutions d'action sociale, en particulier des assurances sociales, ainsi que la promotion de mesures préventives sont visés. La lutte contre la pauvreté doit en particulier être déployée dans les domaines de vie importants que sont le travail, la formation, le logement, la santé ou l'intégration.

Investir dans la politique sociale a des répercussions positives non seulement à court terme mais également sur le long terme. La protection contre les risques existentiels, l'assurance de la cohésion sociale et la justice sociale sont indispensables au bon fonctionnement d'une société moderne.

La lutte contre la pauvreté est une tâche sociale commune à tous les niveaux publics, avec l'implication de tous les acteurs du domaine. Ce n'est qu'avec une répartition adéquate des tâches et une coordination étroite que les institutions publiques et privées pourront avoir du succès. C'est pourquoi non seulement la définition des objectifs stratégiques, mais également la mise en place des mesures et le suivi des résultats relèvent de la responsabilité commune. En vertu de la Constitution, la responsabilité suprême du bien-être social incombe toutefois à la Confédération.

Quels objectifs concrets la CSIAS vise-t-elle?

Afin de lutter efficacement contre la pauvreté, la CSIAS se concentre sur les trois champs d'action suivants:

- **Couverture du minimum vital:**

Le taux de pauvreté en Suisse peut être réduit durablement à l'aide de mesures spécifiques en particulier dans les domaines de la couverture du minimum vital de familles, du travail et de la formation.

- **Promouvoir l'intégration:**

A l'aide d'une intégration professionnelle et sociale ciblée, le taux d'occupation peut être maintenu et le chômage de longue durée réduit de moitié.

- **Investir dans la formation:**

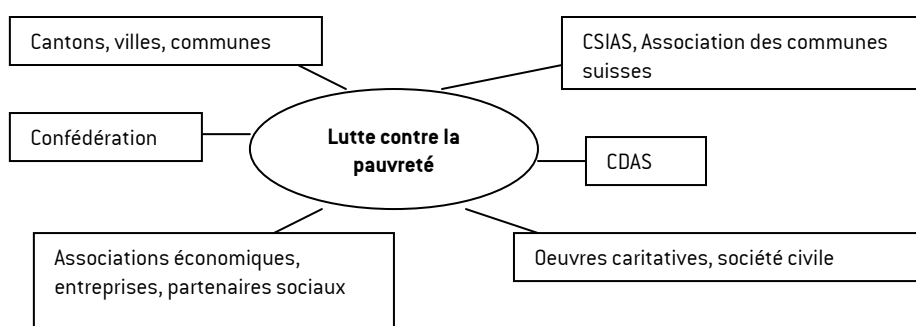
Des investissements dans la formation mènent en particulier pour les jeunes adultes et personnes sans emploi à un niveau de qualification concurrentiel et donc à de meilleures chances sur le marché du travail.

Mesures et points-clés

La lutte contre la pauvreté doit être considérée comme une tâche transversale, marquée par une multitude de lois, d'institutions et de mesures, ainsi que de nombreux acteurs différents. Il s'agit d'identifier activement les marges de manoeuvre et de piloter le système global de manière efficace.

Qui sont les acteurs?

Les institutions suivantes sont responsables de la lutte contre la pauvreté:



Que fait la CSIAS?

La CSIAS initie les discussions, fonctionne comme coordinatrice entre les différents acteurs et mène à bien certaines tâches concrètes dans le cadre de son rôle d'association professionnelle. La CSIAS axe sa stratégie de lutte contre la pauvreté sur les domaines de la couverture du minimum vital des familles, du travail et de la formation. Elle s'engage à l'aide des mesures suivantes:

A Couverture du minimum vital

Introduction de prestations complémentaires pour les familles à faible revenu:

- Application de l'instrument de simulation de la CSIAS, interface d'études politiques pour la mesure de l'efficacité de prestations complémentaires pour familles à faible revenu
- Evaluation des coûts cantonaux relatifs aux prestations complémentaires pour familles à faible revenu afin de décharger l'aide sociale
- Travail d'information via la COFF, Perspective politique familiale, CDAS et commissions de la CSIAS et capitalisation des expériences des cantons

Mesure et monitoring d'effets de seuil:

- Calcul et analyse de l'interaction entre prestations sociales et impôts dans les cantons
- Développement de principes de structuration, ainsi que de points de repères dans un esprit de Best Practice

Adaptation de législations fiscales cantonales en vue du soulagement fiscal des revenus inférieurs et l'exemption d'impôts du minimum vital:

- Suivi des révisions cantonales des lois fiscales
- Simulations relatives aux mesures effectives pour les cantons (p.ex. bonus fiscal, déductions fiscales)
- Dialogue avec la CDF

Soutien de l'encouragement précoce:

- Engagement pour une bonne prise en charge extrafamiliale d'enfants dans les communes conformément aux propositions de la COFF

B Formation

Formation obligatoire jusqu'à 18 ans révolus:

- Elaboration des bases des mesures qualificatives pour jeunes adultes jusqu'à 18 ans
- Dialogue avec CDIP et offices responsables

Encadrement parascolaire:

- Soutien par des initiatives au sein des communes

Ratification du concordat sur les bourses d'études:

- Définition de critères uniformes pour l'octroi de bourses d'études et élaboration d'un document de référence pour une harmonisation de l'aide sociale et du système des bourses d'études
- Dialogue avec la CIBE

Promotion de mesures de formation et de formation continue dans l'aide sociale

- Etat des lieux au sein de l'association CSIAS, formulation de champs d'action

C Travail

Chômage de longue durée:

- Elaboration d'une proposition pour la création de prestations complémentaires destinées aux chômeurs de longue durée
- Vérification des besoins pour des prestations de conseil spécifiques, resp. centres de conseil
- Formulation de mesures relatives à la création de postes de travail dans le marché secondaire.
- Le mix d'indicateurs pour l'évaluation des prestations de l'ORP doit être complété à l'aide du critère « Prévention du chômage à long terme »
- Développement d'un système d'atteinte de groupes cibles lors du passage de l'AC à l'aide sociale
- Soutien de termes uniformes dans l'AC, l'AI, l'aide sociale pour le droit à l'indemnité (p.ex. capacité de travail)

Assurance perte de gain:

- Etude resp. prise de position quant à la nouvelle organisation du système des assurances sociales du point de vue de la CSIAS (collaboration avec le « Projet Cohérence » de l'Artias)

Emploi individuels et places de travail de niche dans le marché primaire:

- Elaboration de principes sur la thématique de l'intégration professionnelle y.c. état des lieux des modèles déjà existants.
- Encouragement du dialogue entre union patronale, les syndicats et la CSIAS
- Promotion de l'échange d'expérience entre les services sociaux

- Offrir une plateforme (internet) en tant que service de prestation du centre de compétences CSIAS

Revenus assurant le minimum vital:

- Elaboration d'une prise de position

Faire participer l'économie à la (ré)intégration de personnes à capacité professionnelle réduite:

- Table ronde avec des délégués des milieux économiques

Etude de suivi CSIAS «Mandat d'intégration de l'aide sociale dans la pratique»:

- Document de référence sur les stratégies d'intégration de l'aide sociale dans un esprit de Best Practice

Participation au groupe de pilotage CII en vue de l'optimisation des prestations de coordination entre l'AC, l'AI et l'aide sociale:

- Participation au groupe de pilotage national CII
- Capitalisation des expériences des cantons

D Généralités

La CSIAS exige une loi fédérale cadre sur la couverture du minimum vital et l'intégration. Dans ce contexte, l'aide sociale – analogiquement aux autres systèmes de sécurité sociale – devrait être réglée de manière uniforme et mise sur le plan que les autres oeuvres sociales. Ce faisant, des différences cantonales peuvent être minimisées et les interfaces entre les assurances sociales optimisées.

La CSIAS pratique une politique de lutte contre la pauvreté active sur le plan national en intégrant des commissions de coordination et de pilotage correspondants. Par ailleurs, elle s'investit en faveur de l'application des méthodes ouvertes de coordination introduites au sein de l'UE.

Comment les mesures doivent-elles être financées?

Dans l'un des plus riches pays au monde, réduire de moitié la pauvreté n'est pas un objectif inatteignable, mais une question de priorité politique. Les moyens injectés aujourd'hui dans l'aide sociale par l'Etat social qu'est la Suisse représentent avec quelque 10 milliards de francs clairement moins de 10% de l'ensemble des transferts sociaux (150 milliards de francs).

Le financement peut s'effectuer de deux manières: soit par le biais de moyens financiers supplémentaires, soit par redistribution. Les deux variantes dépendent du processus de négociation politique. La CSIAS procédera à un calcul des coûts impliqués en relation avec la projection des diverses mesures.

La question du financement ne doit pas se limiter aux coûts. Les mesures proposées par la CSIAS représentent des investissements. Prévention, promotion d'opportunités de formation, et optimisation des systèmes de prestations renforcent à long terme la cohésion et l'infrastructure sociales, ce qui permettrait d'éviter les coûts engendrés par la pauvreté.

Perspectives

A l'aide de sa stratégie de lutte contre la pauvreté, la CSIAS apporte sa contribution à la discussion nationale sur la pauvreté en Suisse. En sa qualité d'association professionnelle, elle est l'un des principaux acteurs de la politique sociale suisse. Elle s'engage en faveur de la mise en place active de mesures visant à réduire ou prévenir la pauvreté, ainsi qu'à éviter l'exclusion sociale.

Dans le cadre d'un monitoring constant, une stratégie de lutte contre la pauvreté implique de vérifier si et comment s'effectue la mise en place des mesures et quelle utilité en découle. La CSIAS s'engage à contrôler ses propres activités quant à leur efficacité. Parallèlement, elle exige un reporting régulier de la part de toutes les instances politiques impliquées. La CSIAS plaide par ailleurs en faveur de la création d'une Commission chargée de mettre en place la stratégie de lutte contre la pauvreté lancée par la Confédération. Ce groupe de pilotage national devrait englober, outre des délégués de la Confédération, également les cantons, la Conférence Tripartite sur les Agglomérations, des organisations non gouvernementales et la CSIAS.